



RAPPORT D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES AU 30 SEPTEMBRE 2018

VERSION DU CITOYEN



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



INTRODUCTION

L'exécution du budget de l'Etat obéit à un certain nombre de règles qui visent à garantir que les différentes opérations respectent le plus possible la volonté exprimée par le Parlement.

C'est le Ministère de l'Economie et des Finances, à travers la Direction Générale du Budget, qui suit l'exécution des dépenses de l'Etat, en veillant à la régularité de la gestion, à la qualité des dépenses publiques.

Le rapport expose chaque trimestre l'utilisation de l'argent collecté pour la réalisation de la politique économique et sociale en faveur du développement durable.

Dans un souci d'accessibilité et de compréhension aisée, une version simplifiée du rapport d'exécution du budget de l'Etat est produite. Elle est appelée « version du citoyen ». La version citoyenne du rapport d'exécution au 30 septembre du budget de l'Etat, gestion 2018 s'articule autour des points suivants :

CLIN D'ŒIL SUR L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2018 AU BOUT DES NEUF (09) PREMIERS MOIS DE L'ANNEE 2018

La loi de finances adoptée par la Représentation Nationale comprend le budget de l'Etat (recettes et dépenses) et les opérations de trésorerie (informations sur les emprunts et le remboursement de la dette). Pour la gestion 2018, elle s'équilibre, en ressources et en charges, à la somme de **1 862 918 millions de FCFA**. Elle est en baisse d'environ 147 668 millions de FCFA par rapport au montant de 2017 qui s'élevaient à 2 010 586,6 millions de FCFA.

1. Qu'en est-il des recettes de l'Etat collectées sur les neuf (09) premiers mois de l'année 2018 ?

Au cours des trois premiers trimestres de l'année 2018, les recettes mobilisées pour le compte du budget de l'Etat s'élèvent à **801 226,7 millions de FCFA**. Elles représentent 97,6% des prévisions des trois (03) premiers trimestres.

En comparaison aux réalisations au 30 septembre 2017, le niveau des recettes publiques est en amélioration de **103 624,6 millions de FCFA**, ce qui correspond à une augmentation de 14,9%.

La hausse observée du niveau des recettes au 30 septembre 2018 traduit les effets positifs des réformes engagées au profit de la modernisation des régies financières (Douane, Trésor et Impôts), la sécurisation des recettes collectées par les administrations non financières, l'élargissement de l'assiette fiscale, la simplification des procédures et l'amélioration de la capacité de collecte des administrations financières.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les sources individuelles de recettes de l'Etat au titre des neufs (09) premiers mois de l'année 2018.

Tableau n°1 : Principales sources de recettes au 30 septembre 2018 (en millions de FCFA)

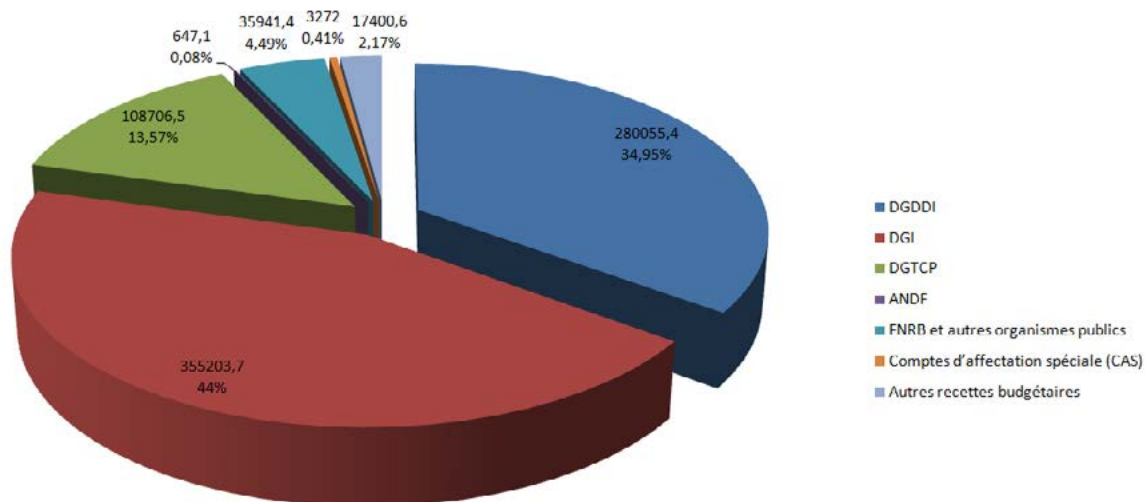
Nature des recettes budgétaires	2017			2018			Ecart (B)-(A)
	Prévision trois premiers trimestres 2017	Réal. au 30 septembre 2017 (A)	Taux (%)	Prévision trois premiers trimestres 2018	Réal. au 30 septembre 2018 (B)	Taux (%)	
Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)							
Total DGDDI	239 100	221 794,9	92,8	234 200	280 055,4	98,5	58 260,5
I- Recettes fiscales	234 300	217 044,6	92,6	281 575,0	276 935,8	98,4	59 891,2
1- Impôts et taxes intérieures sur les biens et services (taxes sur valeur ajoutée-TVA)	101 702	84 640,8	83,2	118 448	126 777,4	107,0	42 136,6
2- Droits et taxes à l'importation	103 564	105 236,3	101,6	130 687	121 501,6	93,0	16 265,3
3-Droits et taxes à l'exportation	999	5 889,9	589,6	9 808	9 999,3	102,0	4 109,4
4-Autres recettes fiscales	28 035	21 277,6	75,9	22 633	18 657,5	82,4	-2 620,1
II-Recettes non fiscales	4 800	4 750,3	99,0	2 625	3 119,6	118,8	-1 630,7
Direction Générale des Impôts (DGI)							
Total DGI	288 400	293 958,7	101,9	343 400,0	355 203,7	103,4%	61 245,0
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	79 170	79 738,3	100,7	100 660	106 366,7	105,7%	26 628,4
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	48 650	46 714,0	96,0	50 440,0	54 070,1	107,2%	7 356,1
3- Impôts sur les Biens et Services	156 080	163 120,6	104,5	188 400	1 891 186,0	100,4%	26 065, 3
4- Impôts sur la Propriété	900,0	885,6	98,4	900,0	400,1	44,5%	-485,6
5- Autres Recettes Fiscales	3 600	2 345,8	65,2	3 000	2 492,3	83,1%	146,5
6- Recettes fiscales diverses	-	953,3	-	-	2 583,0	-	1 629,2
7- Recettes non fiscales	0	200,6	-	0	105,6	-	-95,1

Nature des recettes budgétaires	2017			2018			Ecart (B)-(A)
	Prévision trois premiers trimestres 2017	Réal. au 30 septembre 2017 (A)	Taux (%)	Prévision trois premiers trimestres 2018	Réal. au 30 septembre 2018 (B)	Taux (%)	
Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)							
Total DGTCP	48 090	97 279,3	202,3	94 700	108 706,4	114,8	11 427,1
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	1 271	1 123,7	88,4	1 511	961,6	63,6	-162,1
2- Droits et Frais Administratifs	3 595	3 694,8	102,8	4 256	4 041,5	95,0	346,7
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	129	573,3	444,4	136	114,8	84,6	-458,5
4- Produits Financiers	4 140	6 331,3	152,9	4 086	9 145,0	223,8	2 813,7
5- Autres Recettes Non Fiscales	25 968	37 366,1	143,9	45 587	69 788,5	153,1	32 422,4
6- Recettes Exceptionnelles	12 988	48 190,1	371,0	39 124	24 655,0	63,0	-23 535,1
Total (Douanes-Impôts et Trésor)	575 590	613 033,0	106,5	722 300	743 965,6	103,0	130 932,6
Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF)							
Revenu ANDF		1 542,3	-	1 210	647,1	53,5	-895,2
FNRB et autres organismes publics							
Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB)	19 050	22 243,6	116,8	33 600	30 678,4	91,3	8 434,8
Fonds Routier (Ressources propres)	3 300	2 774,0	84,1	3 000	2 921,9	97,4	147,9
Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)	2 475	18 535,8	748,9	3 750	2 341,1	62,4	-16 194,7
Total (FNRB-FR-CAA)	24 825	43 553,4	175,4	40 350	35 941,4	89,1	-7 612,0
Comptes d'affectation spéciale (CAS)							
Opérations Militaires à l'Extérieur (OME)	8 000	9 006,0	112,6	8 000	2 534,0	31,7	-6 472
Partenariat Mondial pour l'Educaton (PME)	3 892,5	3 442,0	88,4	780	738,0	94,6	-2 704
Total CAS	11 893	12 448,0	104,7	8 780	3 272,0	37,3	-9 176
Autres recettes budgétaires							
Dons budgétaires	-	-	0	6 320	0,00	0	0
Allègements	6 000,0	-	0,0	-	-	-	-
Fonds de concours + recettes assimilées	39 200,0	27 025,2	68,9	42 190	17 400,6	41,2	-9 624,6
Total autres recettes budgétaires	45 200,0	27 025,2	59,8	48 510	17 400,6	35,9	-9 624,6

Source : DGB, décembre 2018

Le graphique ci-après indique les sources les plus contributives aux recettes du budget de l'Etat au titre des neuf premiers mois de 2018

Graphique n°1 : Réalisation de recettes budgétaires au 30 septembre 2018 (en millions de FCFA)



total recettes de l'Etat : 801 226,7 millions de francs CFA

Source : DGB, décembre 2018

2. Quels sont les postes de dépenses du budget de l'Etat au titre des trois premiers trimestres de l'année 2018 ?

Les dépenses du budget de l'Etat comprennent les dépenses ordinaires, les dépenses en capital, les dépenses de fonctionnement, les charges de la pension et les comptes d'affectation spéciale.

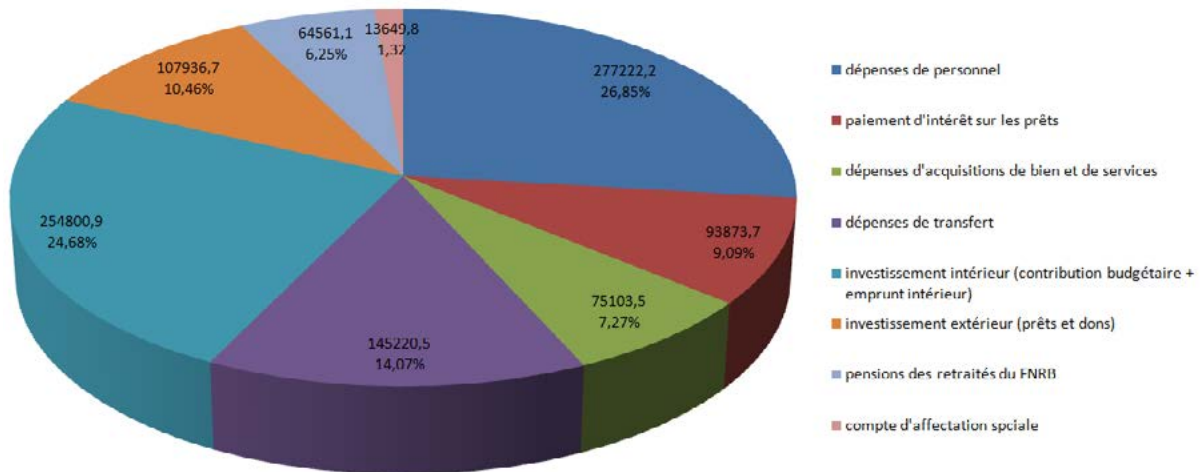
Au titre des neuf premiers mois de l'année 2018, les dépenses de l'Etat sont établies à **1 032 368,2** millions de francs, traduisant ainsi une hausse de **22 348,3** millions de FCFA comparativement à la même période en 2017.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les différentes natures de dépenses budgétaires au 30 septembre de l'année 2018.

Tableau n°2 : Exécution des dépenses de l'Etat à fin septembre 2018 (en millions de FCFA)

Nature des dépenses	2017			2018			Ecart	
	Prévision à fin septembre	Engagement	Taux (%)	Prévision à fin septembre	Engagement	Taux (%)	Valeur	Taux (%)
Dépenses courantes								
Charges financières de la dette	56 300	71 424,8	126,9	93 100	93 873,7	108,8	22 448,9	31,4
Dépenses de personnel	282 700	266 606,5	94,3	264 000	277 222,2	105,0	10 615,7	4,0
Charges de fonctionnement (achats de fournitures, matériels de bureau, équipements et entretien des appareils et véhicules de l'Etat)	85 800	93 037,1	108,4	72 759	75 103,5	103,2	-17 933,6	-19,3
Dépenses de transfert (bourses, gratuité de la césarienne, cantines scolaires, repas dans les prisons civiles, subventions aux entreprises publiques, agences et autres)	141 400	136 808,3	96,8	127 400	145 220,5	114,0	8 412,2	6,1
Total-courantes	566 200	567 876,7	100,3	557 259	591 419,9	106,1	23 543,2	4,1
Dépenses d'investissement								
Financement intérieur (contribution budgétaire + emprunt intérieur)	320 000	239 965,7	75,0	233 331	254 800,9	109,2	14 835,2	6,2
Financement extérieur	110 000	89 664,8	81,5	134 269	107 936,5	80,39	18 271,7	20,4
Prêts	80 000	62 639,3	78,3	101 419	90 535,9	89,3	27 896,6	44,5
Dons	30 000	27 025,5	90,1	32 850	17 400,6	53,0	-9 624,9	-35,6
Total-Investissement	430 000	329 630,5	76,7	367 600	362 737,4	98,7	33 106,9	10,0
Prise en charge des pensions de retraite des agents de l'Etat admis à la retraite								
FNRB	49 376,5	64 189,4	130,0	60 040,0	64 561,1	107,5	371,7	0,58
Comptes d'affectation spéciale (CAS)								
CAS	40 864,5	41 973,8	102,7	13 601	13 649,8	100,4	-28 324	-67,5

Graphique n°2 : Exécution des dépenses de l'Etat par grande masse économique au 30 septembre 2018 (en millions de FCFA)



Source : DGB, décembre 2018

3. Emprunts et remboursements de la dette publique au 30 septembre 2018

↳ Emprunts de l'Etat

Les emprunts effectués par l'Etat, sur les neufs (09) premiers mois de l'année 2018, atteignent **718 238,0 millions de FCFA**. Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie se trouve dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°3 : Niveau d'emprunts à septembre 2018 (en millions de FCFA)

Nature	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Remboursements prêts et avances	200	137,0	68,5
Emission de dettes à moyen et long termes (emprunt Obligataire)	211 602,8	289 576,4	136,8
Emprunts extérieurs (prêts projets ; prêts programmes)	163 603	261 084,2	159,6
Financement banques locales	48 000	28 491,6	59,4
Tirage sur FMI	13 350	12 521,0	93,8
Autres ressources de trésorerie	356 647,2	416 003,6	116,6
Obligations du trésor	256 647,2	233 891,6	91,1
Bons du trésor	100 000	182 112,0	182,1
Total	581 800	718 238	123,5

Source : MEF/DGTCP/DGB, décembre 2018

↳ Remboursements de la dette de l'Etat

Au bout des neufs (09) premiers mois de l'année 2018, l'Etat a remboursé une partie de sa dette aux partenaires au développement et aux opérateurs économiques pour un montant de **539 645,3 millions de FCFA**. Le point des remboursements est retracé dans le tableau suivant :

Tableau n°4 : Dette de l'Etat remboursée à fin septembre 2018 (en millions de FCFA)

Nature	Prévisions	Réalisations	Taux (%)
Prêts et avances	0	0	-
Amortissement emprunts obligataires	147 245	118 230,0	9,2
Amortissement tirages FMI	12 500	8 693,3	44,9
Amortissement emprunts extérieurs	26 475	19 659,6	37,7
Amortissement Bons du Trésor	154 000	165 729,0	91,2
Indemnités de vacation des enseignants	5 000	4 447,5	37,7
Amortissement dettes banques locales	64 980	212 885,8	28,6
Variation des instances de paiement	0	0	0
Variation des comptes des correspondants	0	10 000	-
Total	410 200	539 645,3	131,6

Source : MEF/DGTCP/DGB, décembre 2018

CONCLUSION

La mobilisation des ressources pour les neufs premiers mois de 2018 a montré un recouvrement de **110,9%** de la prévision.

Pour ce qui concerne les dépenses de l'Etat, elles atteignent **1 032 308,2** millions de FCFA.

Elles ont servi à l'exécution des dépenses d'investissement en l'occurrence dans les secteurs sociaux et productifs.

Ce niveau de performance témoigne de la contribution des citoyens à travers le paiement des impôts et taxes au financement des projets d'intérêts commun.

GLOSSAIRE

Année/gestion budgétaire : période d'exécution du budget allant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Budget de l'Etat : ensemble des recettes et des dépenses de l'Etat votées par les Députés pour une année.

Contrôle : action de vérifier ou de comparer le degré de conformité, sinon d'identité, entre un modèle de référence et ce qui se fait ou est fait.

Comptes d'affection spéciale : ils retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières, en relation directe avec les dépenses concernées

Emprunt : somme d'argent versée par une personne ayant plus d'argent à une autre qui en a besoin et qui s'engage à rembourser avec ou sans intérêts sur une période déterminée.

Investissement : construction et équipement d'infrastructures comme les routes, hôpitaux et salles de classes.

Opérations de trésorerie : action financière réalisée sur le compte bancaire d'une personne morale ou d'une personne physique et mise à sa disposition par les gestionnaires de compte.

Paiement : opération par laquelle un comptable public éteint une dette de l'Etat ou d'un organisme public envers un créancier.

Subventions : aides financières attribuées sous forme de don non remboursable à une structure ou un service de l'Etat.

Transferts courants : revenus payés à des bénéficiaires même sans avoir rendus de services effectivement économiques (exemple : pensions, bourses, etc.).

